

**Marché public de prestations intellectuelles
n° 25 013 PNCAL**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(C.C.P.)**

**Accompagnement opérationnel pour la mise en œuvre
d'une éradication durable des mammifères introduits sur
l'île de Riou
(Parc national des Calanques).**

Date limite de réception des offres : 20/11/2025 à 18h00

Date limite de dépôt des questions en cours de consultation : le 12/11/2025

Le candidat doit dater et signer le présent document

Marseille, le 28/10/2025

Le présent document contient 20 pages

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| Objet | 3 |
| Terminologie, sigles et abréviations | 3 |
| 1. Présentation générale | 3 |
| 1.1. Présentation de l'établissement..... | 3 |
| 1.2. Présentation du site d'étude, de la réglementation et des enjeux..... | 3 |
| 2. Contexte du projet | 5 |
| 2.1. Site de reproduction d'oiseaux marins menacés | 5 |
| 2.2. Mammifères introduits..... | 6 |
| 2.3. Historique des actions de gestion des mammifères introduits..... | 7 |
| 2.4. Projet de dératisation de l'île de Riou | 8 |
| 2.5. Faisabilité de dératisation de l'île de Riou | 9 |
| 3. Contenu de la demande d'accompagnement | 10 |
| 3.1. Objectifs du projet d'éradication | 10 |
| 3.2. Objectifs de l'accompagnement | 11 |
| 4. Conditions de réalisation de l'accompagnement | 11 |
| 4.1. Organisation de la prestation | 12 |
| 4.2. Réalisation de la prestation et délais | 12 |
| 4.3. Gouvernance de l'étude..... | 13 |
| 4.5. Coût..... | 13 |
| 4.6. Livrables | 14 |
| 4.7. Confidentialité et protection des données..... | 14 |
| 4.8. Propriété intellectuelle : des données, photos, études, publications et communications produites dans le cadre de l'étude | 15 |
| 4.9. Sécurité et assurance..... | 15 |
| 4.10. Contenu de la note méthodologique à remettre par les candidats | 15 |
| 4.11. Modalités de paiement..... | 16 |
| 4.12. Conditions de remise et de sélection des offres | 17 |
| 5. Renseignements complémentaires | 19 |
| 6. Références citées | 19 |

**Le présent document sera paraphé sur chaque page, daté et signé en dernière page.
Il sera intégré à l'offre et complété.**

Objet

- La présente consultation se réalise dans le cadre d'un projet d'éradication de mammifères introduits sur l'île de Riou, Archipel de Riou, Marseille.
- En amont de l'opération d'éradication, une **étude de faisabilité a été réalisée en 2025** par Kiore Service.
- Cette étude de faisabilité visait à évaluer les conditions techniques, réglementaires, logistiques et environnementales nécessaires à une éradication conjointe des deux mammifères introduits sur l'île Riou : le rat noir et le lapin de garenne.
- L'analyse conclut à une faisabilité technique avérée, sous réserve d'une planification rigoureuse et d'un encadrement opérationnel structuré (cf chapitre 2.5).
-
- L'objectif de cette prestation est d'accompagner le Parc national des Calanques dans l'ensemble des étapes préparatoires pour la mise en œuvre de l'opération d'éradication, en respectant le dimensionnement de l'opération proposée par Kiore Service dans le document de faisabilité. L'opération est prévue pour septembre 2027 (mi-septembre à mi-octobre 2027).

Terminologie, sigles et abréviations

- **CCP** – Cahier des Clauses Particulières
- **DPGF** – Décomposition du prix global et forfaitaire
- **PNCaI** – Parc National des Calanques
- **COFIL** – Comité de pilotage

1. Présentation générale

1.1. Présentation de l'établissement

- Créé le 18 avril 2012, le Parc national des Calanques est le 10^e parc national français et le premier parc national périurbain d'Europe à la fois terrestre et marin.
- Le Parc national des Calanques est divisé en 3 grandes zones bénéficiant de statuts de protection et de gestion différenciés :
- **le « cœur »**, 8 500 ha à terre répartis sur 3 communes (Marseille, Cassis et la Ciotat) et 43 500 ha en mer, où s'applique la réglementation spéciale du Parc national afin d'assurer une protection renforcée des patrimoines,
- **l'« aire d'adhésion »**, 2 630 ha à terre répartis sur 3 communes (Marseille, Cassis et la Penne-sur-Huveaune), qui constitue le territoire, en solidarité écologique et continuité géographique avec le cœur, sur lequel les communes s'engagent volontairement pour y favoriser le développement durable, avec l'appui du Parc national,
- **l'« aire maritime adjacente »**, 97 800 ha en mer, zone de transition où le Parc ne réglemente pas les activités mais appuie ses partenaires en vue de la réduction des pollutions et d'une organisation cohérente des usages.
- Monument naturel exceptionnel entre Marseille, Cassis et La Ciotat, les Calanques sont protégées et gérées par l'établissement public du Parc national des Calanques. En collaboration avec les acteurs du territoire, l'établissement anime et met en œuvre la [charte du Parc national](#).
-

1.2. Présentation du site d'étude, de la réglementation et des enjeux

- **Les archipels Marseillais**

- Le Parc national des Calanques est gestionnaire, sur la commune de Marseille, de deux archipels: l'archipel du Frioul, situé au cœur de la rade de Marseille, et l'archipel de Riou au large du Massif des Calanques.
- Contrairement au Frioul, l'archipel de Riou n'est pas habité. L'archipel de Riou, ensemble de 162 ha, comprend en plus de l'île principale, qui lui donne son nom, trois îles : Maire, Jarre et Plane, ainsi qu'une dizaine d'îlots ou rochers : Tiboulén de Maire, Jarron, Estéou, les Moyadons, Moyade, les Empereurs ou Impériaux, et le Petit et le Grand Congloué.
- L'archipel de Riou est propriété du Conservatoire du Littoral depuis 1992. La gestion est alors assurée par le Conservatoire des Espaces Naturels PACA. En 2003, le site est classé Réserve Naturelle Nationale, avant d'être intégré au Parc national des Calanques à sa création en 2012.
- L'ensemble de l'archipel de Riou ainsi que le milieu marin environnant sont classés en cœur de Parc national. Ils relèvent :
 - d'une réglementation spéciale cadrée par le décret modifié de création du Parc national des Calanques du 20 avril 2012,
 - des modalités d'application de la réglementation en cœur, annexée à la charte du Parc,
 - des « réglementations dérivées » sous forme de résolutions du Conseil d'administration du Parc national et de décisions du directeur du Parc (« arrêtés » ou « autorisations ») en tant qu'actes dérivés.
- En plus de la réglementation appliquée dans le cœur du Parc national et selon l'article 20 du décret du Parc, sont spécifiquement interdits sur l'archipel de Riou : la chasse, les activités artisanales et commerciales, le débarquement, la circulation et le stationnement des personnes, sauf entre le lever et le coucher du soleil sur la côte nord-ouest et ouest de Riou entre les calanques de Monastério et de Boulegeade, le débarquement, la circulation et le stationnement des véhicules et des chiens, les activités sportives et touristiques et l'escalade.



Figure 1: Localisation de l'archipel de Riou

- **L'île de Riou**
- Plus grande île de l'archipel, Riou s'étend sur 2 kilomètres de long et 500 mètres de large. Le sommet culmine à 191,4 mètres et l'île est d'une superficie de 90ha, soit une surface totale de 124ha. L'île se situe à 3 kilomètres au large du Massif des Calanques. Le versant Nord, montre

des pentes couvertes d'une mosaïque de buissons de lentisques qui alternent avec des éboulis, la roche nue et une végétation littorale rase, constituée de plantes halophiles. Le versant Sud est beaucoup plus minéral et inaccessible, découpé par de grandes falaises.

- **Enjeux écologiques et menaces**

- Ces îles, présentent un patrimoine naturel reconnu et constituent un véritable sanctuaire pour de nombreuses espèces rares de faune et flore. Plusieurs espèces d'oiseaux protégés viennent s'y reproduire, mais l'intérêt faunistique majeur de l'archipel tient dans le fait qu'il est un site privilégié pour la reproduction de populations d'oiseaux marins pélagiques. En effet, les îles constituent le seul site français qui abrite 3 des 4 espèces de Procellariidés méditerranéens pélagiques : le Puffin de Scopoli *Calonectris diomedea diomedea*, le Puffin yelkouan *Puffinus yelkouan* et l'Océanite tempête de Méditerranée *Hydrobates pelagicus*.
- Au sein de cet archipel, l'île de Riou, abrite la plus importante colonie française de Puffins de Scopoli, avec un minimum de 426 couples reproducteurs recensés en 2023.
- La présence de mammifères introduits sur les milieux insulaires constitue une des principales, si ce n'est la principale menace, pour les populations d'oiseaux. L'île de Riou est la seule île de l'archipel présentant encore aujourd'hui une importante population de Rat noir et une petite population de Lapin de garenne.

2. Contexte du projet

2.1. Site de reproduction d'oiseaux marins menacés

- L'archipel de Riou abrite 3 espèces d'oiseaux marins pélagiques bénéficiant d'une protection nationale et inscrites à l'annexe 1 de la directive Oiseaux : le Puffin de Scopoli, le Puffin yelkouan et l'Océanite tempête de Méditerranée. Sur l'île de Riou, deux de ces espèces menacées d'extinction se reproduisent et sont suivies : le Puffin Yelkouan (statut en danger en France, liste rouge de l'UICN) et le Puffin de Scopoli (statut vulnérable en France, liste rouge de l'UICN).
- Ces espèces ont des caractéristiques naturelles et des dynamiques démographiques qui les rendent particulièrement sensibles aux perturbations du milieu. En effet, leurs mœurs coloniales, la longévité des individus et leur fidélité importante au site de reproduction, favorisent l'individualisation et la fixation locale des populations dans le temps et l'espace. De plus, les puffins étant fidèles à leur site de nidification, les échanges inter-populationnels et les flux génétiques sont limités. De ce fait, ils sont particulièrement sensibles aux dérangements et aux perturbations.
- Par ailleurs, ces oiseaux présentent une stratégie reproductive très spécialisée, de type « K » : ils ont une durée de vie importante, sont matures tardivement, ne produisent qu'un jeune par année, qu'ils élèvent et nourrissent pendant plusieurs mois, et ne font pas de ponte de remplacement. Ceci accroît encore plus la fragilité des populations reproductrices en limitant le renouvellement des populations et en ne permettant qu'un accroissement démographique relativement lent.

| Puffin Yelkouan | Nov | Déc | Janv | Févr | Mars | Avr | Mai | Juin | Juil | Août | Sept | Oct |
|--------------------------|-----|-----|------|------|------|-----|-----|------|------|------|------|-----|
| Prospection des colonies | | | | | | | | | | | | |
| Accouplement | | | | | | | | | | | | |
| Ponte | | | | | | | | | | | | |
| Écllosion | | | | | | | | | | | | |
| Envol | | | | | | | | | | | | |
| Puffin de Scopoli | Nov | Déc | Janv | Févr | Mars | Avr | Mai | Juin | Juil | Août | Sept | Oct |
| Prospection des colonies | | | | | | | | | | | | |
| Accouplement | | | | | | | | | | | | |
| Ponte | | | | | | | | | | | | |
| Écllosion | | | | | | | | | | | | |
| Envol | | | | | | | | | | | | |

Figure 2 : Phénologie des deux espèces reproductrices de puffins sur l'île de Riou.

- Enfin, du fait d'un long isolement sans prédateur, compétiteur, parasite ou pathogène, ces espèces, comme nombre de celles qui sont inféodées aux systèmes insulaires, sont souvent devenues très vulnérables face aux forces de sélection (prédation, compétition, dérangement) que peuvent exercer les espèces introduites tels le Rat noir ou le Lapin de garenne ou des prédateurs nouvellement installés sur les îles, tel le Grand-duc d'Europe.

2.2. Mammifères introduits

- **Le lapin de garenne, *Oryctolagus cuniculus***
- Le Lapin de garenne *Oryctolagus cuniculus*, est un mammifère qui a été volontairement introduit sur l'archipel de Riou. Sa présence est mentionnée sur l'île de Riou dès 1850 et son introduction date probablement de l'arrivée des premiers gardiens. Des opérations de lâchers d'individus ont été réalisées par des chasseurs locaux dans les années 1980 sur les îles de Maire, Jarre et Plane, dans le but d'y installer des populations. Cette espèce a pu bénéficier de l'augmentation de la biomasse végétale engendrée par l'explosion démographique des Goélands leucophées pour se développer. En 1998, l'espèce était encore présente mais réduite sur Plane et Jarre, puis la sécheresse de 2003 a fait disparaître les derniers individus survivants. Elle est aujourd'hui encore présente, uniquement sur l'île de Riou.
- En l'absence de compétiteurs et de prédateurs, la population de Lapin de garenne a connu, certaines années, un accroissement important avec, pour conséquence, un impact sur les communautés végétales mais également une concurrence interspécifique avec les puffins pour les sites de reproduction et la destruction de terriers de reproduction d'oiseaux marins. En effet, en creusant des galeries, les lapins modifient la physionomie du sol qui se traduit à certains endroits par l'effondrement des terriers de puffins. Ces effondrements peuvent avoir une incidence négative sur la reproduction en cours lorsque les œufs ou les poussins sont détruits, mais aussi sur la reproduction future du fait de la perte du nid.
- **Le Rat noir, *Rattus rattus***
- En Méditerranée, l'arrivée du Rat noir *Rattus rattus* sur le continent a été datée à la période de l'Antiquité par AUDOUIN-ROUZEAU & VIGNE (1994). Ils ont ensuite été introduits involontairement sur les îles du bassin ouest méditerranéen entre 1000 et 2000 ans BP3 (RUFFINO & VIDAL 2010). Les introductions de Rat noir sur les îles de Marseille (archipel de Riou et archipel du Frioul) dateraient de l'Antiquité.
- Cette espèce a un impact particulièrement important sur les biocénoses des îles. Prédateur opportuniste qui présente un régime alimentaire très varié, le Rat noir est le principal consommateur de la faune et de la flore insulaires. Avant tout phytophage, il consomme de nombreuses espèces végétales sur les îles de Marseille (GRANJON & CHEYLAN, 1993) : bulbes d'*Allium*, feuilles et capitules de Composées, moëlle de Malvacées (Mauves, Lavatères), écorce des Légumineuses, gousse et fleurs de Crucifères et de Légumineuses, exploitant ainsi toutes les parties consommables de la végétation insulaire. Il représente une menace en particulier pour la

flore d'intérêt patrimonial en exerçant une importante pression de consommation sur certaines espèces comme le Lis des sables. Enfin, ce mammifère peut provoquer des modifications des communautés végétales en ne consommant que certaines espèces (phénomène de refus alimentaire).

- La forte densité de rats sur l'île de Riou, a un impact important sur les communautés de faune puisqu'il est le principal prédateur présent. En plus de consommer des invertébrés (CHEYLAN 1988), le rat prédate les reptiles (LOPEZ-DARIAS *et al.* 2024) et est une menace majeure pour les Procellariiformes nicheurs de l'île (THIBAUT 1995, COURBIN *et al.* 2018). Durant la saison de reproduction, les rats peuvent exercer sur les œufs et les poussins une prédation importante, se traduisant par une chute du succès de reproduction des colonies de puffins (nombre de jeunes à l'envol par couple reproducteur).
- Une étude sur la dynamique des populations de puffins de Scopoli et Yelkouan des Parcs nationaux des Calanques et de Port-Cros, menée par l'équipe du CEF-CNRS (COURBIN *et al.*, 2018), a montré que la présence de Rat noir a un effet significatif sur la reproduction des puffins avec une diminution du succès reproducteur (succès reproducteur moyen en absence de rat = 0.77 ± 0.02 et succès reproducteur moyen en présence de rat = 0.63 ± 0.04). Cette baisse est principalement due à une diminution du succès à l'éclosion (0.82 vs 0.71) et dans une moindre mesure par une baisse du succès à l'envol (0.95 vs 0.92). Le succès d'occupation n'est que marginalement impacté (0.73 vs 0.69, mais non significatif).

2.3. Historique des actions de gestion des mammifères introduits

- **Le lapin de garenne, *Oryctolagus cuniculus***
- Afin de suivre cette population, un suivi de son abondance par la méthode des IKA a été initié en 2002 sur l'île de Riou. Réalisé annuellement entre 2002 et 2014, il a été reconduit en 2020 montrant une chute importante des effectifs. Ce suivi a été reconduit en 2025.
- Les indices kilométriques d'abondance (IKA) mesurés sur l'île de Riou depuis 2002 mettent en évidence une fluctuation importante des effectifs avec une chute de la population ces dernières années.
- L'IKA moyen entre 2004 et 2009 était d'environ 23 lapins/km. A partir de 2009, l'IKA moyen a augmenté pour atteindre 65 lapins/km en 2011. Une chute brutale de l'indice a ensuite été observée en 2012, puis en 2013 les IKA moyens étaient de nouveau à la hausse avec un IKA moyen de 45,3 lapins/km. En 2020, l'IKA moyen obtenu sur Riou est de 3,5 lapins/km. Il s'agit de la valeur la plus faible observée depuis les premiers IKA réalisés en 2002. Les données 2025 sont en cours de traitement mais les 1ers résultats laissent présager une situation similaire à 2020.
- Ce très bas niveau peut s'expliquer par la succession de plusieurs années sèches, entraînant une diminution de la biomasse végétale disponible pour ces Léporidés et qui peut donc engendrer une autorégulation des populations. Les températures élevées rencontrées ces dernières années durant les périodes estivales peuvent également être à l'origine d'une augmentation du taux de mortalité des lapins.
- Des captures ont été mises en place entre 2005 et 2008, sur l'île de Riou dans le cadre de la gestion. L'objectif des piégeages était de limiter l'impact négatif du lapin sur les colonies de puffins en diminuant leur densité sur certains secteurs sensibles. Ces opérations ont permis de capturer près de 240 lapins qui ont été donnés aux sociétés de chasse locales pour les utiliser comme gibier de repeuplement et les relâcher dans des secteurs non chassés des Calanques.
- **Le Rat noir, *Rattus rattus***
- En 2024, seule l'île de Riou présente une population de rats noirs sur l'archipel.
- Les autres îles et îlots ne présentent pas ou plus de population de rats suite notamment à des opérations de dératisation réalisées depuis 1998. Ainsi, le Grand Congloué a été dératisé avec succès en 1998, le Petit Congloué a été traité en 1999 et de nouveau en 2005 suite à une réintroduction, l'île Plane en 2005 et le Tiboulon de Maire en 2012. Afin d'empêcher toute

recolonisation, des postes d'appâtage permanents ont été installés sur le littoral des îles dératées durant plusieurs années. Un tel dispositif constitue une barrière chimique permettant de repérer la présence éventuelle de rats et de les éliminer dès leur arrivée sur l'île.

Tableau 1: Bilan des éradications réalisées sur l'archipel de Riou.

Avec Succès = éradication totale des individus après l'opération. Avec méthode intégrée = dératation qui se déroule en deux étapes : une première étape avec un piégeage mécanique (cage-piège), demandant une relève quotidienne des pièges, puis une seconde étape avec de la lutte chimique (biocide).

| Ile | Surface (ha) | Année | Résultat | Méthode |
|--------------------|--------------|-------|----------|-----------|
| Grand Congloué | 2 | 1995 | Echec | Intégrée |
| | | 1998 | Succès | Intégrée |
| Petit Congloué | 0,5 | 1999 | Echec | Mécanique |
| | | 2005 | Succès | Intégrée |
| Plane | 15 | 2005 | Succès | Intégrée |
| Tiboulou de Maître | 2,25 | 2012 | Succès | Intégrée |

- Concernant l'île de Riou, seules des opérations de limitation des densités de Rat noir sur les colonies de Puffins sont menées annuellement depuis 20 ans. Cette régulation a pour but de limiter la prédation sur les œufs et poussins, afin d'améliorer le succès de reproduction. Depuis 2004, la régulation des populations de rats au niveau des colonies de puffins de l'île de Riou est mise en place annuellement avant le début de la reproduction des puffins et durant la période d'élevage des jeunes, entre février et septembre. Le maintien au-dessus d'un certain seuil, voire l'augmentation du succès de reproduction des colonies de puffins depuis 2004, atteste de l'importance et de l'efficacité de cette opération.
- Initialement réalisée avec des cages-pièges, la régulation des populations de rat noir a ensuite été réalisée chimiquement jusqu'en 2023, à l'aide de 61 postes d'appâtage contenant du biocide, disposés à proximité des terriers de puffins. Plusieurs passages sur les colonies à intervalles réguliers (environ toutes les trois semaines) étaient nécessaires tout au long de la période de reproduction des puffins afin de remplacer en permanence les appâts disponibles pour les rats et effectuer le suivi de consommation.
- En 2024, afin d'optimiser le protocole (diminution du temps agent - augmentation de la durée de piégeage - diminution de l'utilisation de biocide sur le long terme) et dans l'optique de maximiser les chances de dératifier l'île de Riou fin 2027 (nécessité de ne plus utiliser de raticide durant les 3 années qui précèdent l'opération), de nouveaux systèmes de piégeages mécaniques létaux ont été déployés sur Riou. Ce sont 64 pièges à trépan A24 de type Goodnature®, qui ont été déployés sur Riou, afin de remplacer les boîtes d'appâtage.

2.4. Projet de dératification de l'île de Riou

- La régulation de rongeurs permet de supprimer une portion de la population, seulement pendant la période de déploiement de l'action. Les effets positifs sont donc à court terme, sur une portion du territoire restreinte, durant une période donnée et l'action doit être renouvelée chaque année (CROMARTY *et al.* 2002). Sur Riou, l'action de régulation des rats est ciblée uniquement pendant la période de reproduction des oiseaux marins alors qu'une action en dehors de cette période serait favorable aux autres espèces (faune, flore) de l'île. Afin de limiter de manière durable et globale les impacts de ce prédateur opportuniste et omnivore sur la faune et la flore de l'île de Riou, il est envisagé depuis une dizaine d'années la mise en place d'une action d'éradication des mammifères introduits de l'île.

- A l'échelle mondiale, de nombreux programmes d'éradication de mammifères introduits ont vu le jour. Plus de 750 îles ont fait l'objet d'un programme d'éradication de mammifères introduits (HOLMES *et al.* 2015 ; DIISE 2024), le taxon le plus commun étant celui des rongeurs (JONES *et al.* 2016), avec un taux de succès de 73% pour les éradications de souris (n=97), 88% pour le Rat noir (n=359) et 93% pour le surmulot (n=223) (DIISE 2024). En Méditerranée, 72 îles ont déjà été dératées. (DIISE 2024).
- Même si le taxon le plus commun est le rongeur (JONES *et al.* 2016), les lièvres et les lapins ont aussi été éradiqués dans le cadre de 144 projets d'éradication pour la restauration de 128 îles (DIISE 2024). En Méditerranée, les lapins de garenne ont été éradiqués de 8 îles de 0,13 à 12 Km², entre 1993 et 2012. (DIISE 2024).
- Si la suppression des populations de mammifères introduits sur de petits îlots est « facilement » réalisable, la dératation d'une île de la superficie et de la topographie et relief de l'île de Riou est un projet plus ambitieux qui nécessite une plus grande préparation, des moyens financiers et opérationnels plus conséquents. C'est en partie pour cela qu'une telle opération n'a pas encore été réalisée, même si différentes étapes nécessaires à sa réalisation ont déjà été engagées.
- En 2016, une stagiaire du Parc national des Calanques a initié un premier travail de réflexion sur la faisabilité d'éradication des rats noirs sur Riou, ce qui a permis d'engager une analyse génétique spatio-temporelle des populations de Rat noir de l'archipel de Riou et du proche continent.
- En 2022 une convention de partenariat pour la mise en œuvre d'actions en faveur de la conservation des Puffins Yelkouan, des Puffins de Scopoli et des Océanites tempête de Méditerranée, dans le cadre du projet « Provence Grand Large » a été signée par le Parc national des Calanques et la société Parc Eolien Offshore Provence Grand Large (PEOPGL) dont EDF Renouvelables est un des principaux actionnaires. Cette convention s'inscrit dans le cadre de l'Arrêté Préfectoral du 28 octobre 2021. Elle a pour objet de définir les termes et conditions selon lesquels le Parc national réalisera, sous la responsabilité de PEOPGL, les mesures compensatoires et notamment la mesure MC1 : Contrôle et éradication des prédateurs des puffins et de l'Océanite tempête : le Chat haret *Felis catus* (Frioul) et le Rat noir *Rattus rattus* (Riou et Frioul).
- En 2023, dans le cadre de la convention avec « Provence Grand Large » et de la mise en œuvre des mesures ERCA, une chargée de mission « Oiseaux Marins » a été recrutée pour une durée de 5 ans. Depuis lors, le travail de réflexion et de planification du projet d'éradication des mammifères introduits sur l'île de Riou, ainsi que de nouvelles actions pour la gestion des rats ont été menées :
 - Evaluation des densités et des domaines vitaux des rats noirs en fonction des sites et des saisons (automne et printemps), par méthode de Capture-Marquage-Recapture.
 - Optimisation du protocole de régulation des rats noirs sur les colonies de puffins.
 - Détection des rats noirs sur l'ensemble des îles et îlots historiquement éradiqués, afin de confirmer l'absence des rats ou détecter une recolonisation.
- En 2025 de premiers inventaires naturalistes ont été initiés, afin de bénéficier d'un état initial de la biodiversité de l'île avant l'éradication des mammifères introduits.
- Aussi, le parc national a été accompagné par un expert avec de réaliser l'étude de la faisabilité d'éradication des mammifères introduits de l'île Riou, étape essentielle pour la poursuite du projet.
- Aujourd'hui, il paraît nécessaire de travailler à la préparation de la mise en œuvre de ce projet accompagné d'experts, afin de planifier et d'optimiser le succès de cette opération.

2.5. Faisabilité de dératation de l'île de Riou

- Entre avril et septembre 2025, Kiore Service a été missionné par le Parc national pour réaliser une étude de faisabilité visant à évaluer les conditions techniques, réglementaires, logistiques et

environnementales nécessaires à une éradication conjointe des populations de Rat noir et de Lapin de garenne sur l'île de Riou. Cette étude conclut à une faisabilité technique avérée, sous réserve d'une planification rigoureuse et d'un encadrement opérationnel structuré.

- La stratégie d'éradication du rat noir envisagée repose sur l'épandage d'un rodenticide anticoagulant à base de brodifacoum, sous forme de pellets, distribués par drones, méthode déjà éprouvée sur d'autres îles à topographie similaire. Pour le lapin, une élimination par piégeage létal ciblé et chasse est envisagée, afin de traiter les survivants de manière sélective et efficace.
- L'évaluation des impacts potentiels sur les espèces non-cibles identifie un risque d'intoxication directe faible voire nul pour la plupart des oiseaux terrestres présents sur Riou, mais souligne un risque secondaire non négligeable pour les espèces prédatrices comme le Faucon pèlerin *Falco peregrinus* et le Grand-duc d'Europe *Bubo bubo*, via la consommation de proies contaminées. Un ensemble de mesures de mitigation est proposé.
- Le projet bénéficie d'un contexte institutionnel et social favorable, avec l'implication du Parc national des Calanques, le soutien du Conservatoire du littoral, de l'Office français de la biodiversité (OFB), de la DREAL PACA, et des collectivités locales. La sensibilisation croissante du public aux enjeux de conservation et l'éligibilité du projet à des financements nationaux et européens renforcent sa faisabilité.
- La planification et la mise en œuvre de l'opération implique :
 - L'obtention des autorisations réglementaires nécessaires (usage de biocides, survol et épandage par drone, dérogations espèces protégées et sites Natura 2000).
 - La mobilisation de compétences spécialisées, notamment un prestataire drone rompu aux opérations d'éradication par épandage et des techniciens expérimentés pour l'élimination des lapins.
 - L'installation d'une base logistique temporaire, compte tenu de l'absence d'infrastructure sur Riou. Plusieurs configurations sont étudiées : installation sur Riou même, sur l'île Plane voisine, sur la côte (Callelongue), ou sur barge stabilisée ancrée à proximité.
 - Un budget estimatif compris entre 200 000 et 300 000 €, incluant les coûts de matériel, transport et de personnel tout au long du projet.
- Ce projet s'inscrit dans la dynamique internationale de restauration écologique des îles méditerranéennes, où la maîtrise des espèces exotiques envahissantes constitue un levier essentiel pour le rétablissement des écosystèmes insulaires. Son succès dépendra de la rigueur de la planification, de la qualité de l'exécution, de l'allocation suffisante des ressources, et de l'engagement collectif de l'ensemble des acteurs impliqués.
- Actuellement, le document de faisabilité rédigé par l'expert missionné est soumis, pour validation à un groupe d'experts indépendants.

3. Contenu de la demande d'accompagnement

3.1. Objectifs du projet d'éradication

- L'objectif du projet est d'éradiquer le rat noir et le lapin de garenne de l'île Riou. Cette démarche vise à restaurer la biodiversité native et les processus écosystémiques de l'île. Les objectifs opérationnels et les résultats attendus sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1. Objectifs et résultats attendus du projet d'éradication des rats et des lapins de l'île Riou.

| Domaine | Objectif | Produit | Résultat attendu |
|--------------|---|--|--|
| Biodiversité | Éradiquer le rat noir et le lapin de garenne. | Planification et mise en œuvre du projet | Élimination complète des populations de rats et de lapins. |

| Domaine | Objectif | Produit | Résultat attendu |
|---------------------|---|--|---|
| | Restaurer des conditions favorables à la reproduction des oiseaux marins. | d'éradication et rapportage associé. | Recolonisation et augmentation du succès de nidification de l'ensemble des espèces d'oiseaux marins. |
| | Restaurer la biodiversité marine et terrestre. | | Recolonisation spontanée ou assistée de la flore et de la faune native, amélioration du fonctionnement écosystémique. |
| | Garantir l'absence durable des rats et des lapins. | Planification et mise en œuvre de la stratégie de biosécurité et rapportage associé. | Maîtrise à long terme du risque de réinvasion des rats et des lapins. |
| Partenariats | Mobiliser et coordonner les partenaires techniques et institutionnels. | Implication active des parties prenantes dans la conception, la mise en œuvre et le suivi du projet. | Mise en œuvre optimisée en termes de coûts, avec un haut niveau d'adhésion des parties prenantes et une appropriation locale du projet. |
| Connaissance | Tirer des enseignements de la planification et de la mise en œuvre du projet. | Planification et mise en œuvre du projet d'éradication et rapportage ultérieur. | Gain en expérience des acteurs locaux pour mettre en œuvre de futures éradications. |
| | | | Renforcement et partage des capacités et des connaissances. |

3.2. Objectifs de l'accompagnement

- En 2025, l'étude de faisabilité a confirmé la pertinence de l'éradication et sa faisabilité.
- Le Parc national des Calanques souhaite aujourd'hui initier les différentes étapes de préparation à la mise en œuvre de l'opération, répondant notamment aux objectifs et enjeux du plan de gestion de Riou (document qui sera partagé au titulaire).
-
- L'accompagnement, permettra d'assurer en lien avec le chef de projet :
 - 1) La rédaction d'un plan opérationnel et d'un plan de biosécurité post-éradication
 - 2) La planification opérationnelle
 - 3) L'identification des démarches juridiques, le suivi réglementaire et demandes d'autorisations
 - 4) La réalisation d'une matrice des risques (comme l'empoisonnement d'espèces non-cibles)
 - 5) La recherche de financement
 - 6) La mise en relation avec des experts pouvant réaliser une éradication
 - 7) La préparation de la logistique et des équipements
 - 8) L'acceptabilité du projet
-

4. Conditions de réalisation de l'accompagnement

- Une réunion de démarrage sera organisée en début de prestation, afin de préciser le calendrier et les étapes de réalisation de l'étude, pour répondre aux objectifs attendus.

4.1. Organisation de la prestation

- Le Parc national des Calanques est le maître d'ouvrage de cette étude. Il est chargé de suivre l'exécution du présent marché. Le titulaire du marché lui remettra les pièces concrétisant l'avancement de l'accompagnement, ainsi que tous les documents permettant le règlement des acomptes et du solde.
- Le prestataire retenu travaillera en étroite collaboration avec le chargé de mission « oiseaux marins ».

Correspondants

- Le titulaire devra désigner un responsable dédié à cette prestation pour toute sa durée.
- Le prestataire retenu travaillera en étroite collaboration avec le chargé de mission « oiseaux marins » qui est en pilotage de l'action à 25% de son temps. Des échanges réguliers (tous les 15 jours) sont attendus.
- Un appui pourra être apporté par la responsable du Pôle Connaissance Scientifique et le responsable du secteur « Littoral Ouest et Archipels ».

Communication des difficultés

- Le titulaire signale au correspondant du PNCaI toute difficulté rencontrée ainsi que tout risque de blocage, de dysfonctionnement ou de retard prévisible dans la réalisation des prestations.
- Il en informe le correspondant PNCaI par courrier électronique ou par téléphone, sous réserve, dans ce dernier cas, d'adresser un courriel de confirmation dans l'heure qui suit.
- Le correspondant PNCaI évaluera les difficultés et adaptera au besoin le calendrier prévu.

Mentions

- Le titulaire intègre les logos du Parc national des Calanques et du financeur Provence Grand Large, sur les documents réalisés dans le cadre de cette prestation. Les différents livrables devront également comporter la mention « Cette action est financé par la société Parc Eolien Offshore Provence Grand Large (PEOPGL), dans le cadre de la mise en place de mesures compensatoires par le Parc national des Calanques ».

4.2. Réalisation de la prestation et délais

- L'accompagnement est attendu pour une période **de 18 mois**, à partir de la réception par le prestataire de la notification du marché.
- Le prestataire devra en outre proposer un calendrier prévisionnel des différentes étapes de mise en œuvre de cet accompagnement, ainsi que la décomposition du prix global et forfaitaire, de façon à ce que le Parc national des Calanques puisse appréhender le déroulement de la prestation et assurer son suivi.
- Le tableau ci-dessous présente un calendrier estimatif du projet d'éradication, en intégrant l'ensemble des phases nécessaires à sa mise en œuvre, depuis la planification initiale jusqu'au suivi post-intervention.
- L'accompagnement est attendu pour la phase 1, 3 et 4.

Tableau 6. Calendrier estimatif du projet d'éradication du rat noir et du lapin de Riou.

| Phase | Période estimée | Durée | Objectifs principaux |
|--|-----------------|---------|--|
| 1. Préparation et planification | Mois 1 à 18 | 18 mois | Études préalables, concertation, dossiers réglementaires, recherche de financement |
| 2. Suivis écologiques | - | Continu | Évaluation des bénéfices écologiques (suivis d'indicateurs) |
| 3. Acquisition des moyens | Mois 6 à 20 | 15 mois | Achat des équipements et prestations, formation des opérateurs, tests terrain |
| 4. Biosécurité | Mois 16 - | Continu | Installation de dispositifs et surveillance |
| 5. Phase d'éradication (terrain) | Mois 21 à 25 | 5 mois | Application des méthodes (appâtage, piégeage), monitoring en temps réel |
| 6. Validation succès opération | Mois 26 à 31 | 6 mois | Monitoring intensif des éventuels survivants |
| 7. Capitalisation et retour d'expérience | Mois 32 à 43 | 12 mois | Bilans, rapports finaux, communication scientifique et publique |

4.3. Gouvernance de l'étude

- La mise en œuvre d'un projet d'éradication de cette envergure nécessite une organisation solide, articulée autour de plusieurs niveaux de gouvernance. La réussite de l'opération repose sur une coordination étroite entre les parties prenantes, une répartition claire des rôles, et un suivi rigoureux tout au long du projet.
- Pour assurer la gestion globale du projet, un **comité de pilotage (COPIL)** sera institué. Il réunira les principaux acteurs impliqués : le Parc national des Calanques, les services de l'État (notamment la DREAL, et la préfecture des Bouches-du-Rhône), la Ville de Marseille, le Conservatoire du littoral, des représentants du monde scientifique (conseil scientifique du parc), ainsi que des associations d'usagers. Le COPIL aura pour mission de définir les grandes orientations stratégiques du projet, de valider les choix techniques, d'assurer la cohérence avec les réglementations locales (notamment celles régissant les cœurs de parcs nationaux), et de soutenir les démarches réglementaires nécessaires (dérogations espèces protégées, usages de toxiques, autorisations de tir ou de piégeage, etc.).
- Le COPIL se réunira à minima trois fois sur les 18 mois. Il sera également consulté par mail, pour le suivi du bon déroulement de l'étude, en conformité avec le présent Cahier des Charges.

4.5. Coût

- La proposition technique chiffrée doit intégrer tous les éléments nécessaires pour assurer cette prestation (décomposition du prix global et forfaitaire). L'ensemble des frais annexes générés par la mission (déplacements, hébergement, restauration ...) sont pris en compte dans le prix global

et forfaitaire. La proposition devra préciser le détail des temps de base envisagés, en identifiant également les aspects de sous-traitance.

4.6. Livrables

- Un certain nombre de livrables est attendu. Ils correspondent aux spécifications techniques ci-dessous :

| Type de document | Format Numérique |
|---|---|
| Convocation, ordre du jour, CR de réunion, ... | |
| Données brutes et traitées, acquises dans le cadre du projet relatives aux 8 volets du projet décrits dans le 3.2 | *.xls / *.gpx / *.shp et tout autre format compatible avec outil de bureautique |
| Notes d'avancement et de synthèse de chaque volet de l'accompagnement (cf. 3.2) | *.doc, *.xls, *.pdf |
| Note méthodologique et planification opérationnelle | |
| Photographies et cartographies associées au projet pour illustrations | *.jpg / *.shp |
| Valorisation synthétique du projet sous forme d'un diaporama sur lequel le chargé de mission pourra s'appuyer pour une présentation aux différentes instances | *ppt, |
| Diaporamas, supports de réunions | *ppt / *.doc / *.pdf |
| Rapports : plan opérationnel - plan de biosécurité. + rapports intermédiaires, annexes, ... | *.doc et *.pdf |

- L'ensemble des données brutes et traitées, ainsi que les éventuelles photos (libres de tout droit commercial de(s) l'auteur(s) seront remis au Parc national des Calanques.

4.7. Confidentialité et protection des données

- Le titulaire reconnaît être tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, décisions et résultats non accessibles au public et dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.
- Il s'engage à maintenir le secret sur toutes les informations et tous documents, quel qu'en soit le support qui lui seront fournis et dont il pourrait avoir connaissance et qui restent la propriété du Parc national des Calanques. Le titulaire n'est en aucun cas autorisé à les reproduire ou les diffuser en dehors du cadre de la prestation.
- Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du Parc national des Calanques.
- Cette clause s'applique également à l'ensemble du personnel de l'entreprise titulaire. Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la remise des prestations.

4.8. Propriété intellectuelle : des données, photos, études, publications et communications produites dans le cadre de l'étude

- Conformément à l'article L113-2 du Code de la propriété intellectuelle, l'ensemble des données produites dans le cadre de l'étude sont dites « œuvres collectives », donc selon les dispositions de l'article L113-5 du Code de la propriété intellectuelle, le pouvoir adjudicateur est propriétaire de l'œuvre collective et, en conséquence, est légalement investi des prérogatives de droits d'auteur sur l'œuvre commune.
- Le titulaire concède au pouvoir adjudicateur les droits d'utilisation ou de faire utiliser, de reproduction, de représentation, d'adaptation et de développement des résultats desdites actions (objets du marché) de façon permanente, dans leur totalité, par tout moyen et sous toutes formes et ce, à compter de la notification du marché. Toute personne sera alors autorisée à utiliser ces données, dans les limites du respect des conditions imposées par le Parc national des Calanques et du code de la propriété intellectuelle.
- Les droits, objets de la présente concession, seront exploités dans le respect des droits moraux et dans le cadre de campagne de communication du pouvoir adjudicateur.
- Les parties restent propriétaires de leurs connaissances, savoir-faire, méthodes et méthodologies qu'elles détenaient antérieurement à la date de prise d'effet du présent marché ainsi que des connaissances, méthodes et méthodologies acquises pendant la durée du présent marché, mais de manière strictement indépendante de celui-ci.
- Tous les éléments recueillis et les documents produits seront la propriété du maître d'ouvrage, à qui ils seront remis sous format informatique exploitable. Le Parc national peut librement utiliser les travaux, même partiels, issus de la prestation. Les rapports, et autres données élaborées (cartes...) seront diffusables publiquement par le Parc national des Calanques dès leur livraison. Il pourra, en citant les sources, utiliser tout ou partie des résultats, textes, schémas, photographies, rapports, diaporamas fournis par le prestataire, les inclure dans d'autres documents, tant pour sa communication interne que pour sa communication externe ou la communication de l'ensemble des parcs nationaux.
- Le Parc national des Calanques se réserve la possibilité de ne pas diffuser certaines données, pour des raisons inhérentes à la protection des sites et espèces.

4.9. Sécurité et assurance

- L'ensemble du marché devra se dérouler en conformité stricte avec la réglementation en vigueur.
- Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

4.10. Contenu de la note méthodologique à remettre par les candidats

- A l'appui de son offre, le candidat devra remettre un mémoire technique comprenant les documents justificatifs suivants :
 - 1) **Le présent cahier des charges** paraphé sur chaque page et daté et signé en dernière page ;
 - 2) **Le DPGF** avec les actions précises qui seront mises en œuvre par le prestataire, daté et signé.
Le DPGF pourra être détaillé par le candidat mais devra respecter la structure fournie.

- 3) **Un mémoire technique** présentant précisément les modalités de mise en œuvre des actions attendues, permettant de répondre aux objectifs du « cahier des charges » proposé, qualification de l'équipe prévisionnelle (CV), expérience dans l'accompagnement amont de programmes de dératisation d'île de taille et topographie équivalente à Riou. etc.
- 4) **Les dispositions** que le candidat envisage pour garantir la qualité des prestations.
- 5) **Des prestations supplémentaires éventuelles en cohérence avec la mission**, pourront également être développées et chiffrées à part par le candidat. Le Parc National des Calanques se réserve le droit de donner suite ou non à ces propositions.
- 6) **Relevé d'identité bancaire faisant apparaître BIC-SWIFT et IBAN.**

4.11. Modalités de paiement

Facturation

- Le règlement des sommes dues demeure subordonné à la production de la facture, laquelle n'est pas réclamée au titulaire.
- La facture comporte, outre les mentions légales, les mentions suivantes : le numéro du bon de commande, la désignation des prestations exécutées « Etude de faisabilité de dératisation de l'île de Riou »
- Elle est libellée à l'adresse :
Office Français de la Biodiversité – Parc national des Calanques
 Service facturier
 Immeuble Le Tabella
 125 Impasse Adam Smith
 34470 PEROLS
- Les factures sont transmises uniquement par voie dématérialisée via le portail Chorus Pro en indiquant le n° de SIRET 130 016 793 00023 du Parc national des Calanques et le numéro d'engagement juridique (numéro du bon de commande), avec copie numérique transmise par courriel à la correspondante du projet, le chargé de mission 'Oiseaux marins' et à la cellule finance du parc.

Avance

- En vertu de l'article R.2191-4 (cas où l'avance n'est pas obligatoire), le titulaire bénéficie d'une avance dont il peut cependant refuser le versement : le renoncement ou non au bénéfice de l'avance est précisé par le titulaire dans son offre.
- **L'option B du CCAG/PI s'applique. L'avance est fixée à 20 %.**
- Dans le cas où le titulaire a perçu une avance, le remboursement de cette dernière s'effectue, dans la mesure du possible, par précompte unique sur les sommes dues au titulaire lorsque le montant des prestations exécutées par lui atteint ou dépasse 65% du montant total du marché, toutes taxes comprises. Dans l'éventualité où la somme précomptée ne permet pas de récupérer le montant total de l'avance, le montant restant dû est prélevé sur les sommes dues ultérieurement au titulaire.
- En tout état de cause, le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées.

Acomptes

- Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes selon l'avancée de la prestation et après certification du service fait.
- Le montant des acomptes est basé sur la décomposition du prix global et forfaitaire.

- **Délais de paiements**

Le PNCAL procède au paiement des sommes dues dans un délai maximal de 30 jours à compter de la réception de la facture sur le portail Chorus pro.

Le délai global peut être suspendu par le Parc national des Calanques pour réclamer des pièces ou informations complémentaires ;

Le délai après la suspension est obligatoirement de 30 jours, à partir de la date de fin de suspension. En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

4.12. Conditions de remise et de sélection des offres

Les dates et heures limites de réception des offres sont celles figurant en première page. Toute offre parvenant au-delà de cette limite ne sera pas prise en compte.

Les offres sont obligatoirement transmises sous format électronique.

La plateforme de dématérialisation utilisée par le PNCAL est sur <https://www.marches-public.gouv.fr>

La transmission électronique demande une configuration minimale de l'ordinateur utilisé par le candidat. Les prérequis techniques nécessaires à l'envoi électronique sont disponibles sur le site www.marches-public.gouv.fr/

Le candidat qui utilise la voie électronique avec le PNCAL s'engage à respecter les conditions générales d'utilisation des services de la plate-forme des achats de l'Etat (marches-publics.gouv.fr/) qui expose les modalités de remise des plis et qui attire notamment l'attention des candidats sur l'irrecevabilité des candidatures ou des offres contenant un virus.

Les documents dématérialisés relatifs à la candidature et à l'offre sont placés dans une enveloppe électronique de type répertoire. L'outil de compression de fichier .zip est intégré à la plate-forme marches-publics.gouv.fr/.

Format des documents :

Les documents reçus par le PNCAL doivent pouvoir être lus : les formats de documents acceptés, à l'exclusion de tout autre, sont les suivants : rtf, pdf, txt, bmp, jpg, doc, xls, ppt, dwg, open office, calc. Les documents doivent également pouvoir être imprimés aux formats A4 ou A3.

- Les offres seront jugées sur 100 points répartis selon les critères d'attribution suivants :

| - Critères | - Sous critères | - Poids | |
|-----------------------|--|---------|--|
| - Jugement technique | - Compétence, Expérience et qualification | - 50% | <ul style="list-style-type: none"> - Qualification et expérience du prestataire assigné dans : l'évaluation, la conception ou la mise en œuvre d'opérations de lutte contre les espèces introduites envahissantes en milieu insulaire ou espace naturel. - Expérience dans l'accompagnement et/ou mise en œuvre d'éradications sur des îles similaires à Riou (superficie, topographie, mammifères introduits...). - Expérience dans le suivi réglementaire, la recherche de financements pour des projets similaires - Compétence dans la conception et/ou mise en œuvre de diverses méthodes d'éradications (notamment l'éradication aérienne). - Expérience en rédaction d'études ou publications scientifiques en lien avec la thématique. - Compréhension des enjeux de la prestation attendue (techniques, stratégiques, humains). |
| | - Méthodologie & organisation pour la réalisation de l'étude | - 20% | <ul style="list-style-type: none"> - Cohérence de la méthodologie avec les objectifs attendus. - Cohérence de l'organisation mise en place pour exécuter la prestation, du calendrier d'exécution et les délais de réalisation proposés dans le respect du cahier des charges. |
| - Jugement économique | - Respect de l'enveloppe | - 30% | <ul style="list-style-type: none"> - L'offre financière sera présentée sous la forme du DPGF fourni, intégrant tous les frais nécessaires à la réalisation de la prestation. La totalité de la prestation devra être présentée en €, hors taxes et TTC. - Les offres doivent être $\leq 25\,000$ € TTC. |

Conformément à l'article R. 2123-5 du Code de la Commande publique, l'acheteur peut négocier mais se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sans négociation. Les échanges peuvent se faire par voie électronique, seule l'offre de l'attributaire fait l'objet d'un nouvel acte d'engagement.

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise sous 8 jours ouvrés francs à partir de la demande du Parc national des Calanques :

- Les certificats relatifs aux obligations fiscales et sociales (formulaire NOTI 2, attestation URSSAF et liasse 3666) ;
- Un extrait K ou un extrait Kbis ou un extrait D1 - Le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.
- L'attestation d'assurance en Responsabilité civile en cours de validité.

5. Renseignements complémentaires

Les candidats qui désirent obtenir des renseignements complémentaires sur le dossier de consultation, doivent exprimer leur demande via la plateforme des achats de l'État <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Afin que les renseignements complémentaires soient envoyés aux opérateurs économiques deux jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, il est demandé aux candidats d'envoyer leurs questions dans un délai raisonnable.

Ce délai est fixé à quatre (4) jours ouvrés francs (jours ouvrés francs signifie du lundi au vendredi sans compter le jour de la demande et la date limite de remise des plis donc hors jours fériés et pont) au plus tard avant la date limite de réception des offres. Les dates limites de dépôt des questions en cours de consultation et des offres sont indiquées en première page du présent document.

L'attention des candidats est attirée sur le caractère impératif de ces délais afin de permettre la transmission des renseignements à l'ensemble des concurrents dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats visé à l'article L.3 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

Rappel : comme indiqué dans le Manuel Entreprises de la plate-forme des achats de l'Etat, « en cas de téléchargement anonyme, l'utilisateur Entreprise renonce explicitement à recevoir les informations (alertes) de modifications de consultation ».

6. Références citées

- AUDOUIN-ROUZEAU, F., & VIGNE, J. D. (1994). La colonisation de l'Europe par le rat noir (*Rattus rattus*). *Revue de paléobiologie*, 13(1), 125-145.
- COURBIN N., GRÉMILLET D. & BESNARD A. (2018). – Étude de la dynamique des populations de puffins de Scopoli et yelkouans du Parc National des Calanques et du Parc National de Port-Cros. Rapport scientifique, CEFÉ-CNRS, Montpellier, 107p. doi: 10.13140/RG.2.2.28635.87845
- CROMARTY, P. L., BROOME, K. G., COX, A., *et al.* (2002). Eradication planning for invasive alien animal species on islands—the approach developed by the New Zealand Department of Conservation. *Turning the tide: the eradication of invasive species*, p. 85-91.
- DIISE, 2024. La base de données sur l'éradication des espèces envahissantes des îles, développée par Island Conservation, Coastal Conservation Action Laboratory UCSC, IUCN SSC Invasive Species Specialist Group, University of Auckland et Landcare Research New Zealand. <http://diise.islandconservation.org/>
- GRANJON, L., & CHEYLAN, G. (1993). Différenciation génétique, morphologique et comportementale des populations de rats noirs *Rattus rattus* (L.) des îles d'Hyères (Var, France). *Rapport Scientifique du Parc National de Port-Cros*, 15, 153-170.
- HOLMES, N. D., GRIFFITHS, Richard., POTT, Madeleine., ALIFANO, Aurora., WILL, David., WEGMANN, Alexander S., RUSSELL, James C. (2015). Factors associated with rodent eradication failure, *Biological Conservation*, Volume 185, Pages 8-16. ISSN 0006-3207.
- JONES, Holly P., HOLMES, Nick D., BUTCHART, Stuart HM, *et al.* (2016). Invasive mammal eradication on islands results in substantial conservation gains. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 113, no 15, p. 4033-4038.
- LÓPEZ-DARIAS, Marta, LÓPEZ-GONZÁLEZ, Mercedes, PADILLA, David P., *et al.* (2024). Invasive black rats menacing endangered lizards. *Biodiversity and Conservation*, p. 1-15.

- RUFFINO, L., & VIDAL, E. (2010). Early colonization of Mediterranean islands by *Rattus rattus*: a review of zooarcheological data. *Biological invasions*, 12(8), 2389-2394.
- THIBAUT, J. C. (1995). Puffins cendrés et rats noirs sur les îlots de Corse: une histoire commune non désirée (Thèse de doctorat). Université de Montpellier II. 138p.
- UICN France, MNHN, LPO, SEOF & ONCFS (2016). La Liste rouge des espèces menacées en France - Chapitre Oiseaux de France métropolitaine. Paris, France. ISBN : 978-2-918105-58-9.

Le Pouvoir adjudicateur du marché

A Marseille, le

(Signature et cachet)

Lu et approuvé par le Prestataire

A, le

(Signature et cachet)